

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2023



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/12/2023

Association Théâtre Paris Villette
211 AVENUE JEAN JAURES
75 019 Paris

Aux membres de l'association Théâtre Paris Villette,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Théâtre Paris Villette relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

Nous assortissons cette certification d'une réserve concernant la comptabilisation de la subvention d'investissement 2023 de la ville de Paris pour 110 000 €, dont la comptabilisation a été constatée à 100% en subvention d'investissement en 2023, alors que l'investissement n'est pas terminé au 31/12/2023, et ne le sera qu'en 2024.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne l'analyse des arrêtés de subventions et des différents contrats d'engagement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Denis, le 29 novembre 2024.

| |
|---|
| <i>SARL LE-CAC</i> |
|  |
| <i>Vincent LAMY – Commissaire aux Comptes</i> |

BILAN ACTIF

| | Exercice clos le 31/12/2023 | | | Exercice clos le 31/12/22 |
|--|-----------------------------|-------------------------------|----------------------|---------------------------|
| | Brut | Amortissement et dépréciation | Net au 31/12/23 | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 6 8 6 3 1 | 6 5 1 9 5 | 3 4 3 6 | 5 2 5 6 |
| Immobilisations corporelles | 9 5 3 8 6 6 | 6 2 0 0 8 5 | 3 3 3 7 8 1 | 2 7 8 9 1 9 |
| Immobilisations financières | 1 5 3 | | 1 5 3 | 1 5 3 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I) | 1 0 2 2 6 4 9 | 6 8 5 2 8 1 | 3 3 7 3 6 9 | 2 8 4 3 2 7 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés | | | | |
| Créances | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 1 3 7 4 5 2 | - 1 9 4 | 1 3 7 6 4 5 | 4 8 5 1 8 |
| Autres créances | 8 3 0 6 7 2 | | 8 3 0 6 7 2 | 6 5 0 8 6 6 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Disponibilités | 3 1 8 2 6 9 | | 3 1 8 2 6 9 | 4 4 0 7 1 3 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | 1 2 8 6 3 9 3 | - 1 9 4 | 1 2 8 6 5 8 7 | 1 1 4 0 0 9 7 |
| CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE (III) | 20 006 | | 20 006 | 15 075 |
| TOTAL ACTIF (I + II + III) | 2 3 2 9 0 4 9 | 6 8 5 0 8 7 | 1 6 4 3 9 6 2 | 1 4 3 9 5 0 0 |

BILAN PASSIF

| | Exercice clos le 31/12/23 | Exercice clos le 31/12/22 |
|---|---------------------------|---------------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres | | |
| Écarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserve légale | | |
| Réserves réglementées | | |
| Autres | | |
| Report à nouveau | 97 466 | 104 119 |
| Résultat de l'exercice | 955 | -6 653 |
| Subventions d'investissement | 336 519 | 301 267 |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I) | 434 940 | 398 733 |
| PROVISIONS (II) | 39 278 | 39 278 |
| DETTES | | |
| Emprunts et dettes assimilées | | |
| Avances et acomptes reçus | 2 377 | 4 658 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 266 715 | 230 662 |
| Dettes fiscales et sociales | 98 368 | 89 027 |
| Comptes courants d'associés | | |
| Autres | 85 525 | 97 115 |
| TOTAL DETTES (III) | 452 984 | 421 461 |
| PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (IV) | 716 760 | 580 028 |
| TOTAL PASSIF (I + II + III + IV) | 1 6 4 3 9 6 2 | 1 4 3 9 5 0 0 |

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

| | Au 31/12/2023 | Au 31/12/2022 | Variation | |
|---|------------------|------------------|----------------|--------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | |
| Ventes de marchandises | 5 354 | 7 356 | -2 002 | -27% |
| Production vendue de biens | | | | |
| Production vendue de services | 620 853 | 543 362 | 77 491 | 14% |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subvention d'exploitation | 1 338 380 | 1 296 984 | 41 396 | 3% |
| Autres produits | 40 835 | 28 043 | 12 792 | 46% |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I) | 2 005 423 | 1 875 746 | 129 677 | 7% |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | |
| Achats de marchandises | 6 515 | 8 222 | -1 706 | -21% |
| Variation de stock | | | | |
| Achat d'approvisionnements | | | | |
| Variation de stock d'approvisionnements | | | | |
| Autres achats et charges externes | 772 571 | 813 434 | -40 863 | -5% |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 30 331 | 29 511 | 820 | 3% |
| Rémunérations du personnel | 750 773 | 657 541 | 93 232 | 14% |
| Charges sociales | 331 032 | 284 248 | 46 784 | 16% |
| Dotations aux amortissements | 96 473 | 88 132 | 8 340 | 9% |
| Dotations aux provisions | | | | |
| Autres charges | 93 349 | 80 770 | 12 579 | 16% |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II) | 2 081 044 | 1 961 858 | 119 186 | 6% |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | -75 622 | -86 112 | 10 490 | -188% |
| Produits financiers (III) | 1 458 | 214 | 1 244 | 581% |
| Produits exceptionnels (IV) | 82 515 | 79 376 | 3 139 | 4% |
| Charges financières (V) | 0 | | 0 | |
| Charges exceptionnelles (VI) | 7 397 | 131 | 7 265 | 5535% |
| Impôts sur les bénéfices (VII) | | | | |
| BÉNÉFICE OU PERTE (I - II + III - IV + V - VI - VII) | 955 | -6 653 | 7 608 | -86% |

OBJET SOCIAL

Cette association a pour objet d'assurer la gestion matérielle et financière du Théâtre Paris-Villette et du Grand Parquet, d'accompagner les équipes artistiques en création, et de permettre à un public jeune et non averti d'accéder à une offre artistique contemporaine et de qualité.

Les moyens d'action que l'association déploie pour remplir ses missions sont notamment :

- ° la programmation d'une saison de spectacles
- ° la présentation publique ou privée de spectacles hors les murs
- ° la mise en place d'un programme d'action artistique
- ° l'accueil d'équipe en répétition et l'accompagnement de projets en création
- ° la collaboration avec d'autres associations pour le montage, et les représentations à travers notamment l'accueil, la commande, la coréalisation ou la coproduction de spectacles
- ° la présentation de toutes les formes d'expression artistique et intellectuelle (spectacles, expositions, stages, conférences, projections cinématographiques, vidéo, audio-visuelles...) permettant le rayonnement local, national et international des activités de l'association

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

A partir de 2020, le bénévolat est valorisé selon la méthode de calcul suivante :

Les charges patronales ont été valorisées au pourcentage annuel moyen (47,35%)

Le montant de la valorisation de la mise à disposition des bâtiments par la Ville de Paris est conforme aux conventions d'occupation temporaire du domaine public :

° Théâtre Paris-Villette : 40 500€

° Grand Parquet : 157 000€

Une campagne annuelle d'affichage de la Ville de Paris pour les 10 ans du Paris-Villette a également été valorisée à hauteur de 112 772€.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2023 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi n° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

| | |
|---|-------------|
| Construction | 20 à 30 ans |
| Agencement, aménagement, installation technique | 5 à 10 ans |
| Matériel et outillage industriel | 3 à 10 ans |
| Matériel de bureau et mobilier | 10 ans |
| Matériel informatique | 3 ans |

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires

IMMOBILISATIONS

| | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute à la clôture de l'exercice |
|--|--|----------------|-------------|---|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 68 631 | | | 68 631 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I) | 68 631 | | | 68 631 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | 252 540 | 19 249 | | 271 790 |
| Installations générales agencements divers | 448 452 | 108 594 | | 557 046 |
| Matériel de transport | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 103 359 | 21 671 | | 125 030 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II) | 804 351 | 149 515 | | 953 866 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III) | 153 | | | 153 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III) | 873 135 | 149 515 | | 1 022 649 |

AMORTISSEMENTS

| | Durée | Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant cumulé à la clôture de l'exercice |
|--|-------|--|---------------|-------------|---|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | |
| Fonds commercial | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | 63 375 | 1 820 | | 65 195 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I) | | 63 375 | 1 820 | | 65 195 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions | | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | | 182 389 | 24 958 | | 207 347 |
| Installations générales agencements divers | | 277 859 | 50 607 | | 328 466 |
| Matériel de transport | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | 65 184 | 19 088 | | 84 272 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II) | | 525 432 | 94 653 | | 620 085 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II) | | 588 808 | 96 473 | | 685 281 |

DÉPRÉCIATIONS

| | Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant cumulé à la clôture de l'exercice |
|------------------------------|--|---------------|-------------|---|
| Immobilisations | | | | |
| Stocks et en cours | | | | |
| Clients et comptes rattachés | -194 | | | -194 |
| Autres actifs | 624 | | 624 | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 430 | | 624 | -194 |
| | | | | |

PROVISIONS

| | Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant cumulé à la clôture de l'exercice |
|--------------------------------|--|---------------|-------------|---|
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| Provisions pour risques | 39 278 | | | 39 278 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 39 278 | | | 39 278 |

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES À LA CLÔTURE

| Créances | Montant brut | Échéance à un an au plus | Échéance à plus d'un an |
|--------------------------------|----------------|--------------------------|-------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé | | | |
| Créances de l'actif circulant | 968 317 | 968 317 | |
| Charges constatées d'avance | 20 006 | 20 006 | |
| TOTAL CRÉANCES | 988 323 | 988 323 | |
| | | | |

| Dettes | Montant brut | Échéance à un an au plus | Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus | Échéance à plus de 5 ans |
|-----------------------------------|------------------|--------------------------|--|--------------------------|
| Emprunts et dettes assimilées | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 266 715 | 266 715 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 98 368 | 98 368 | | |
| Comptes courants d'associés | | | | |
| Autres dettes | 85 525 | 85 525 | | |
| Produits constatés d'avance | 716 760 | 716 760 | | |
| TOTAL DETTES | 1 167 367 | 1 167 367 | | |
| | | | | |

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

| | Montants |
|--|---------------|
| Charges d'exploitation | 20 006 |
| Charges financières | |
| Charges exceptionnelles | |
| TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | 20 006 |
| | |

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

| | Montants |
|--|----------------|
| Produits d'exploitation | 716 760 |
| Produits financiers | |
| Produits exceptionnels | |
| TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE | 716 760 |
| | |

CHARGES À PAYER

| | Montants |
|--|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | |
| Emprunts et dettes financières divers | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 67 290 |
| Dettes fiscales et sociales | 25 032 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Autres dettes | 247 |
| TOTAL CHARGES À PAYER | 92 569 |
| | |

PRODUITS À RECEVOIR

| | Montants |
|---------------------------------------|--------------|
| Autres immobilisations financières | |
| Créances clients et comptes rattachés | 2 377 |
| Autres créances | 3 291 |
| Disponibilités | |
| TOTAL PRODUITS À RECEVOIR | 5 668 |
| | |